

internationaux évolueraient si, par exemple, l'ALE entre le Canada et l'UE avait été en place dès 1995 (Dee et Hanslow, 2000), plutôt qu'une indication des changements qui se seraient probablement produits dans l'économie entre 1995 et aujourd'hui à la suite de l'adoption d'un ALE Canada-UE ou d'un élargissement de l'Union européenne.

Incidentement, de nombreux changements dans les variables de politique et les indicateurs économiques se sont produits depuis. À titre d'exemple, les tableaux entrées-sorties de la base de données GTAP pour les pays d'Europe de l'Est sont fondés sur les données de la Banque mondiale pour 1989, soit avant la transition de ces pays d'une économie centralisée à une économie de marché. Indéniablement, les structures des économies d'Europe de l'Est ont profondément changé dans l'intervalle. En outre, depuis 1995, la plupart des pays d'Europe de l'Est ont conclu divers accords préférentiels avec l'UE, lesquels ont fortement abaissé les droits de douane sur leurs exportations vers l'Union européenne. Ces événements ne sont pas pris en compte par le modèle. Cependant, les événements clés que constituent l'ALE Mexique-UE et la mise en œuvre intégrale de l'ALENA se reflètent dans la base de données modifiée.

Nonobstant ce qui précède, on peut affirmer qu'un ALE Canada-UE aurait des retombées bénéfiques sur les deux parties. Les gains de bien-être pour le Canada atteindraient au moins 200 millions de dollars US, tandis que pour l'UE, ils seraient environ trois fois plus importants. Par rapport à la taille de leur économie respective, l'importance de l'ALE Canada-UE se trouve toutefois inversée : les gains attendus pour le Canada sont environ quatre fois plus importants que ceux prévus pour l'Europe. Les effets sur la production au Canada dans les divers secteurs sont assez modestes (moins de 1 p. 100 dans un sens ou dans l'autre) et sensibles au fait que les échanges de produits agricoles sont libéralisés ou non. Il y a une croissance bilatérale importante du commerce entre le Canada et l'Union européenne par suite de la libéralisation des échanges commerciaux, notamment pour les produits manufacturés. Enfin, le déficit commercial du Canada avec l'UE augmentera vraisemblablement avec la conclusion d'un ALE Canada-Union européenne.

L'élargissement de l'UE a une incidence positive modérée sur la production canadienne et devrait améliorer sensiblement la balance commerciale par rapport au scénario d'un ALE bilatéral Canada-Union européenne.